



DELIBERATION

SEANCE DU 11 DECEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre à 19 heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 05 décembre deux mille vingt-cinq, s'est assemblé au sein de la salle de l'Espace Victor Hugo, sous la présidence de monsieur Quentin GESELL, Maire.

Conformément à l'article L.2121-18 du Code général des collectivités territoriales, la séance a été publique.

Présents :

M. Quentin GESELL, Maire, M. Dominique GAULON, Mme Céline POULAIN, M. Souheib TOUMI, Mme Sonia, IFERHATEN, M. Thierry PICHOT-MAUFROY, Mme Christine BARRETTA, M. Michel CLAVEL, Mme Paola MELICA, M. José VIOLAS, Adjoint au Maire. M. Jean-Albert BERNABE, Mme Marie-Claude COLLET, Mme Martine BRASSEUR, Mme Nadia BAH, Mme Marie-Nella HIERO, Mme Coralie MATHEVON, Mme Maria AREZES, M. Mohamed IMZLINE, M. Franck LECOTE, Mme Sarah BOUZID, M. Karim AMIMEUR, M. Malet DRAHE, M. Frédéric NICOLAS, Conseillers municipaux.

Absents et représentés :

Mme Delphine MARQUES représentée par Mme Coralie MATHEVON
M. Loic GOULAMHOUSSEN –DAYA représenté par Mme Céline POULAIN
M. Chérif DIA représenté par M. José VIOLAS
Mme Janine LOPEZ représentée par M. Karim AMIMEUR
M. Faouzy GUELLIL représenté par Mme Sarah BOUZID
Mme Françoise SAUVAGET représentée par M. Malet DRAHE
M. Michel ADAM représenté par M. Frédéric NICOLAS
Mme Séverine LEVE représentée par M. Quentin GESELL
Mme Julie SANS représentée par M. Mohamed IMZLINE

Absents :

M. Mohamed MOUMNI

Secrétaire de séance : Mme Marie-Claude COLLET

Délibération n° DEL.2025.048

Convention relative à la délibération de gestion d'activité de protection maternelle et infantile, de planification familiale et de promotion de la santé sexuelle pour la PMI avec le conseil départemental de la Seine-Saint-Denis

Le Conseil municipal en séance du 11 décembre 2025,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.2111-2 et suivants relatifs aux missions de la PMI,

VU les lois de décentralisation de 1983, enrichis par la loi n°89-899 du 18 décembre 1989 et les lois et décrets s'y rattachant intégrés dans le code de la santé publique, ayant donné compétence en matière de planification familiale et d'éducation familiale aux départements,

VU la loi du 07 février 2022 relative à la protection des enfants,

VU la délibération 2023/051 du Conseil municipal du 06/11/2023 relative à la délégation de la gestion d'activité de la protection maternelle infantile et de planification familiale,

VU le rapport de présentation afférent à la présente délibération,

CONSIDERANT que la commune exerce la gestion de l'activité de protection maternelle et infantile, de planification familiale et de promotion de la santé sexuelle depuis 1979,

CONSIDERANT que la convention de délégation précédente est arrivée à échéance,

CONSIDERANT la proposition d'une nouvelle convention présentée par le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis,

CONSIDERANT que la présente délibération incluant la note explicative de synthèse susvisée, a été adressée aux membres du Conseil municipal en même temps que la convocation individuelle, conformément à l'article L2121-12 du code général des collectivités territoriales,

ENTENDU l'exposé du rapporteur,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL PAR

32 voix POUR

Soit à l'unanimité

Article 1^{er} :

APPROUVE la présente convention ci-annexée.

Article 2 :

AUTORISE le Maire, ou son représentant, à signer avec le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis la convention de délégation ci-annexée, ses éventuels avenants, ainsi que tous documents y afférents, pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2028.

Article 3 :

DIT que les dépenses et recettes afférentes sont inscrites au budget de la ville.



Article 4 :

DIT que la présente délibération sera transmise au Préfet de la Seine-Saint-Denis et au Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis.

Ainsi fait et délibéré
Pour expédition conforme
Le Maire 
Quentin GESELL



Accusé de réception en préfecture
093-219300308-20251211-DEL-2025-048-DE
Date de télétransmission : 16/12/2025
Date de réception préfecture : 16/12/2025

| | |
|--|--|
| <p>Délibération rendue exécutoire.</p> <p>+ Dépôt à la Préfecture le : 16/12/2025</p> <p>+ Publication et/ou notification le : 16/12/2025</p> <p>Document certifié conforme</p> | <p>Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal administratif de Montreuil peut être saisi par voie de recours contre une décision du Conseil municipal pendant un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification.</p> <p>Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Cette démarche suspend le délai de recours contentieux qui commencera soit :</p> <ul style="list-style-type: none">+ à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale+ deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai. |
| <p> Le Maire  Quentin GESELL</p> | |